ML. L. 7035/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 février 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la déchéance de nationalité résultant de l'arrêté-loi du 20 juin 1945", a donné le 14 mars 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e februari 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het verval van nationaliteit ten gevolge van de besluitwet van 20 juni 1945", heeft de 14e maart 1960 het volgend advies gegeven :

Par application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge, était exclu de plein droit de la qualité de Belge, celui qui, dans les territoires belges annexés à l'Allemagne ou soumis au régime administratif allemand après le 10 mai 1940 et au cours de cette annexion ou sous ce régime, avait exercé des fonctions dirigeantes dans les organismes politiques créés par l'ennemi ou avait été un propagandiste actif de l'ennemi; les membres de la famille du déchu suivaient le sort de celui-ci. Cet arrêté-loi étant pris sur base de la loi du 20 mars 1945 donnant au Roi, pour une durée limitée, des pouvoirs extraordinaires, il cessait d'être en vigueur au jour fixé pour la remise de l'armée sur pied de paix.

La loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, maintint les articles 3 et 5 de l'arrêté-loi de 1945 en vigueur, tout en complétant l'article 3,et ajouta des dispositions transitoires; faute d'être repris dans la loi du 1er juin 1949, les articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté-loi cessaient d'être d'application. La législation ainsi maintenue et complétée créa de nouvelles possibilités de recours contre les décisions de déchéance de nationalité prises antérieurement.

Le projet soumis au Conseil d'Etat a pour principal objet d'autoriser certains déchus, dans certaines conditions de résidence et de bonne conduite, à solliciter leur réintégration dans la nationalité belge.

.../...

A cette fin, il remplace l'article 3 de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 maintenu en vigueur et complété par la loi du 1er juin 1949, insère dans l'arrêté-loi les articles 3 bis et 3 ter. Après l'article 4, qui a cessé d'être en vigueur, il ajoute les articles 4 bis et 4 ter. Il remplace enfin par de nouvelles dispositions transitoires celles qui avaient été prévues par la loi du 1er juin 1949.

Il résulte de ces modifications successives un texte hétéroclite où se mèlent les dispositions encore applicables et celles qui ont cessé d'être en vigueur, ce qui est de nature à susciter des confusions.

Le Conseil d'Etat propose une rédaction nouvelle pour cette législation, afin de grouper en un texte clair les dispositions actuelles et celles qui font l'objet du présent projet; on pourra ainsi abroger l'arrêté-loi du 20 juin 1945.

PROJET DE LOI RELATIF A LA DECHEANCE DE LA NATIONALITE BELGE RESULTANT DE L'ARRETE-LOI DU 20 JUIN 1945.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

.../...

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. La personne déchue en application de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge peut, si, depuis la déchéance, elle a eu une conduite irréprochable au point de vue national, demander sa réintégration dans la nationalité belge, à la condition d'avoir une résidence en Belgique depuis cinq ans au moins et de n'avoir pas acquis volontairement une autre nationalité.

§ 2. La demande de réintégration est introduite auprès du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Verviers. Elle est instruite et il est statué sur cette demande conformément aux règles prévues à l'article 10 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932.

.../...

Article 2.-

§ 1er. Le déchu qui justifie avoir été retenu contre son gré à l'étranger peut, dans les trois mois suivant son retour en Belgique, introduire un recours tendant à le relever de la déchéance.

§ 2. Lorsque le déchu, retenu contre son gré à l'étranger, y est décédé, le recours peut être exercé par son conjoint, ses descendants, ses ascendants ou ses frères et soeurs, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi ou, si le décès n'a été connu ou déclaré qu'après cette date, dans les trois mois du jour où ils auront eu connaissance soit du décès, soit du jugement déclaratif du décès, soit de la déclaration de présomption de décès.

§ 3. Lorsque le déchu est décédé soit avant le 16 septembre 1949, soit, dans l'hypothèse prévue au § 1er, dans les trois mois de son retour en Belgique sans avoir introduit de recours, les personnes énumérées au § 2 peuvent exercer ce recours dans les trois mois à dater, suivant le cas, du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi ou du jour du décès.

§ 4. Lorsque le déchu est décédé après avoir introduit le recours, les personnes énumérées au § 2 et, s'ils justifient d'un intérêt pécuniaire, les ayants cause à titre universel ou particulier, peuvent dans les mêmes délais soit poursuivre la procédure si aucune décision n'est encore intervenue, soit introduire un nouveau recours si le recours a été rejeté en raison du décès du déchu.

.../...

Article 3.-

§ 1er. Le recours prévu à l'article 2 doit être adressé au procureur du Roi près le tribunal de première instance de Verviers par lettre recommandée à la poste.

Le ou les requérants doivent, sous peine d'irrecevabilité du recours, consigner au greffe du tribunal, dans les délais prévus à l'article 2, une provision destinée à couvrir les frais de publicité et de procédure.

Dispense de consignation de tout ou partie des frais de publicité et de procédure pourra être obtenue dans les conditions et suivant les formes prévues par la loi du 29 juin 1929 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite.

Le recours n'est pas suspensif.

§ 2. Le recours est instruit et il est statué conformément aux règles prévues à l'article 10 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932. Toutefois, la décision définitive d'agréation agit rétroactivement; elle est publiée par extrait au Moniteur belge.

Article 4.-

Lorsqu'une décision d'agréation rendue en application de la présente loi est devenue définitive, mention en est faite en marge de l'acte de naissance et, éventuellement, de l'acte d'option ou de naturalisation de celui qui avait fait l'objet de la mesure de déchéance.

.../...

Article 5.-

A la condition d'établir qu'ils possèdent ou acquièrent une nationale étrangère ou la recouvrent du fait de leur renonciation à la nationalité belge, la femme et les enfants du déchu peuvent décliner cette nationalité dans les six mois du jour où la déchéance est devenue définitive ou, éventuellement, s'ils n'ont pas fait antérieurement usage de cette faculté dans les six mois du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, par une déclaration souscrite dans les formes de l'article 22 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932.

A l'égard des enfants mineurs, ce délai est prorogé jusqu'à l'expiration des six mois qui suivent leur majorité. Toutefois, dès l'âge de seize ans, ils sont admis à décliner la nationalité belge dans les conditions déterminées à l'article 21 des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932.

Article 6.-

L'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge, modifié par l'article 1er, 7°, et l'article 16, 1°, 2° et 3°, de la loi du 1er juin 1949, est abrogé.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Bij toepassing van de besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit werd van rechtswege vervallen verklaard van de staat van Belg, hij die in de Belgische gebieden die na 10 mei 1940 door Duitsland werden geannexeerd of aan het Duits administratief werden onderworpen en tijdens deze annexatie of onder dat regime leidende functies in de door de vijand opgerichte politieke organisaties waargenomen heeft of een actief propagandist van de vijand is geweest; de leden van het gezin van de vervallenverklaarde ondergingen zijn lot. Aangezien deze besluitwet tot stand was gekomen op grond van de wet van 20 maart 1945 waarbij aan de Koning voor een beperkte duur buitengewone machten worden toegekend, kwam aan de uitwerking ervan een einde op de dag bepaald voor het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

De wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, houdt de artikelen 3 en 5 van de besluitwet van 1945 in werking, onder aanvulling echter van artikel 3 en onder toevoeging van overgangsbepalingen; daar zij de artikelen 1, 2 en 4 van de besluitwet niet overnam,waren deze niet langer van toepassing.De aldus in stand gehouden en aangevulde wetgeving opende nieuwe mogelijkheden van beroep tegen vroeger genomen beslissingen van verval van nationaliteit.

.../...

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp strekt er in hoofdzaak toe, sommige vervallenverklaarden onder bepaalde voorwaarden van verblijf en van goed gedrag toe te staan, hun herstel in hun Belgische nationaliteit aan te vragen.

Te dien einde vervangt het ontwerp artikel 3 van de besluitwet van 20 juni 1945, in werking gehouden en aangevuld door de wet van 1 juni 1949, voegt het in de besluitwet na artikel 4, dat niet langer uitwerking heeft, de artikelen 3bis en 3ter in en voegt het de artikelen 4bis en 4ter aan de tekst toe. Ten slotte vervangt het de overgangsbepalingen van de wet van 1 juni 1949 door nieuwe.

Uit deze opeenvolgende wijzigingen is een heterocliete tekst voortgekomen, waarin door elkaar bepalingen staan die deels nog toepasselijk, deels buiten werking zijn, hetgeen een bron van verwarring kan zijn.

De Raad van State stelt voor deze wetgeving een nieuwe redactie voor, die in een overzichtelijke tekst de bestaande en de ontworpen bepalingen zou bevatten. De besluitwet van 20 juni 1945 kan dan worden opgeheven.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET VERVAL VAN NATIONALITEIT TEN GEVOLGE VAN DE BESLUITWET VAN 20 JUNI 1945.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

§ 1. Hij die bij toepassing van de besluitwet van 20 juni 1945 op het verval van de Belgische nationaliteit vervallen is verklaard, kan, indien hij sedert de vervallenverklaring een onberispelijk gedrag uit een nationaal oogpunt heeft gehad, zijn herstel in de Belgische nationaliteit aanvragen op voorwaarde dat hij sedert ten minste vijf jaar een verblijfplaats in België heeft en vrijwillig geen andere nationaliteit heeft verkregen.

.../...

§ 2. De aanvraag om herstel wordt ingediend bij de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers. Zij wordt onderzocht en op de aanvraag wordt beschikt overeenkomstig de regelen gesteld in artikel 10 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit.

Artikel 2.-

§ 1. De vervallenverklaarde die bewijst, dat hij tegen zijn wil in het buitenland werd opgehouden,kan, binnen drie maanden na zijn terugkeer in België, beroep tot ontheffing van de vervallenverklaring instellen.

§ 2. Wanneer de tegen zijn wil in het buitenland opgehouden vervallenverklaarde aldaar is overleden, kan het beroep door zijn echtgenoot, door zijn bloedverwanten in de opgaande en in de nederdalende lijn of door zijn broeders of zusters worden ingesteld binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet of, indien het overlijden eerst na die datum bekend of aangegeven was, binnen drie maanden na de dag waarop de betrokkenen kennis hebben gekregen hetzij van het overlijden, hetzij van het vonnis van verklaring van overlijden, hetzij van de verklaring van vermoedelijk overlijden.

§ 3. Is de vervallenverklaarde hetzij vóór 16 september 1949, hetzij ,in het geval van § 1, binnen drie maanden na zijn terugkeer in België overleden zonder beroep te hebben ingesteld, dan kunnen de in § 2 genoemde personen dit beroep instellen binnen drie maanden te rekenen, naar gelang van het geval, van de dag waarop deze wet in werking treedt, dan wel van de dag van het overlijden.

.../...

§ 4. Is de vervallenverklaarde overleden nadat hij beroep heeft ingesteld, dan kunnen de in § 2 genoemde personen en, zo zij van een geldelijk belang doen blijken, zijn rechtverkrijgenden onder algemene of bijzondere titel binnen dezelfde termijn ofwel de rechtspleging voortzetten indien daarin nog geen beslissing is gewezen, ofwel een nieuw beroep instellen indien het beroep alleen wegens het overlijden van de vervallenverklaarde is afgewezen.

Artikel 3.-

§ 1. Het in artikel 2 bedoelde beroep moet bij een ter post aangetekende brief worden gezonden aan de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers.

De verzoeker of verzoekers moeten, op straffe van niet-ontvankelijkheid, binnen de in artikel 2 gestelde termijnen ter griffie van de rechtbank een provisie in consignatie geven om de kosten van bekendmaking en van rechtspleging te dekken.

Gehele of gedeeltelijke vrijstelling van consignatie der kosten van bekendmaking en van rechtspleging kan worden verkregen, onder de voorwaarden en in de vorm als bepaald in de wet van 29 juni 1929 betreffende de gerechtelijke bijstand en de toelating om kosteloos te procederen.

.../...

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

§ 2. Het beroep wordt onderzocht en er wordt op beschikt overeenkomstig de regelen gesteld in artikel 10 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies, de herkrijging van de nationaliteit. De eindbeslissing tot inwilliging werkt evenwel terug; zij wordt bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Artikel 4.-

Wanneer een bij toepassing van deze wet gewezen beslissing tot inwilliging definitief is geworden, wordt daarvan melding gemaakt op de kant van de geboorteakte en, bij voorkomend geval, van de akte van nationaliteitskeuze of van naturalisatie van de voorheen vervallenverklaarde.

Artikel 5.-

Mits zij bewijzen dat zij een vreemde nationaliteit bezitten of verkrijgen dan wel ze herkrijgen doordat zij van de Belgische nationaliteit afzien, kunnen de vrouw en de kinderen van de vervallenverklaarde deze nationaliteit afwijzen binnen zes maanden te rekenen van de dag waarop de vervallenverklaring onherroepelijk is geworden of, eventueel, als zij voordien van dit middel geen gebruik hebben gemaakt, binnen zes maanden na de dag van inwerkingtreding van deze wet, door een

.../...

verklaring gedaan in de vorm van artikel 22 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies, de herkrijging van de nationaliteit.

Voor minderjarige kinderen wordt deze termijn verlengd totdat zes maanden na hun meerderjarigheid zijn verstreken; van de leeftijd van 16 jaar af, mogen zij echter de Belgische nationaliteit afwijzen onder de voorwaarden bepaald in artikel 21 van de bij koninklijk besluit van 14 december 1932 gecoördineerde wetten op de verwerving, het verlies, de herkrijging van de nationaliteit.

Artikel 6.-

De besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij artikel 1, 7°, en bij artikel 16, 1°, 2° en 3°, van de wet van 1 juni 1949, wordt opgeheven.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J.SUETENS.